

METHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	X
	Evaluation réalisée téléphonique avec des informateurs clés.	

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Event Tracking, EET) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites terrain et/ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. Les informations sont ensuite recueillies dans les outils ERM. Ce rapport synthétique présente les résultats des évaluations réalisées du **29 mai - 2 juin 2024 à travers des évaluations menées sur terrain avec les informateurs clés.**

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Du 1er au 2 juin, la situation sécuritaire et de santé dans la région s'est détériorée suite aux attaques des ADF dans les environs de l'agglomération de Cantine dans le groupement d'Aloya Mambembe du territoire de Beni. Les populations des villages du groupement de Mambembe ont été contraints aux déplacements préventifs vers les villages dans l'aire de santé d'Aloya. Ces ménages déplacés ont été reçus dans les familles d'accueil. Les besoins humanitaires sont considérables dans l'ensemble des zones touchées. De plus, en date du 4 avril 2024, une forte pluie accompagnée de vents violents a eu des répercussions sur l'aire de santé d'Aloya, dans la zone de santé de Mabalako. Plusieurs toitures des maisons et écoles emportées (cinq salles de classe de l'Institut Madiwe, 18 maisons d'habitation au quartier Mavwe), et l'enclos du stade de football Kayindondya ont été impactés. Cette situation a contraint les 18 ménages touchés à trouver refuge dans les villages et les ménages de proximité.

DONNÉES DETAILLÉES DU DÉPLACEMENT

Groupement	Localité/Village	Ménages	Individus	Hommes	Femmes	Enfant < 5 ans
Baswagha Madiwe	Matonge	52	197	97	100	20
	Mwamini	158	774	310	464	116
	Mukunyu	96	576	230	346	86
	Elungu	120	720	288	432	108
	CS Aloya	18	108	45	63	16
	Katoke	60	360	144	216	54
	Kambya	21	126	51	75	20
	Kananga	41	246	100	146	37
	Lubero	68	408	163	245	61
	Terminale	107	535	214	321	80
	Maendelo	45	243	100	143	35
	MGL	21	126	51	75	19
	Aloya stade	30	180	72	108	27
	Lubumbashi	35	210	84	126	30
	Ntoni	40	244	99	145	36
	Mangato A	16	96	38	58	13
	Mangato B	14	84	35	49	12
	Nganda	12	72	29	43	9
TOTAL		954	5 305	2 150	3 155	779

DÉTAILS DU DÉPLACEMENT



5 305 INDIVIDUS DÉPLACÉS



2 150 HOMMES DÉPLACÉS



954 MENAGES DÉPLACÉS



CRISE ADF et Catastrophe Naturelle



3 155 FEMMES DÉPLACÉES



JUIN 2024

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	NORD-KIVU
TERRITOIRE	BENI

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

1



NOURRITURE

2



AMÉs

3



ABRIS

4

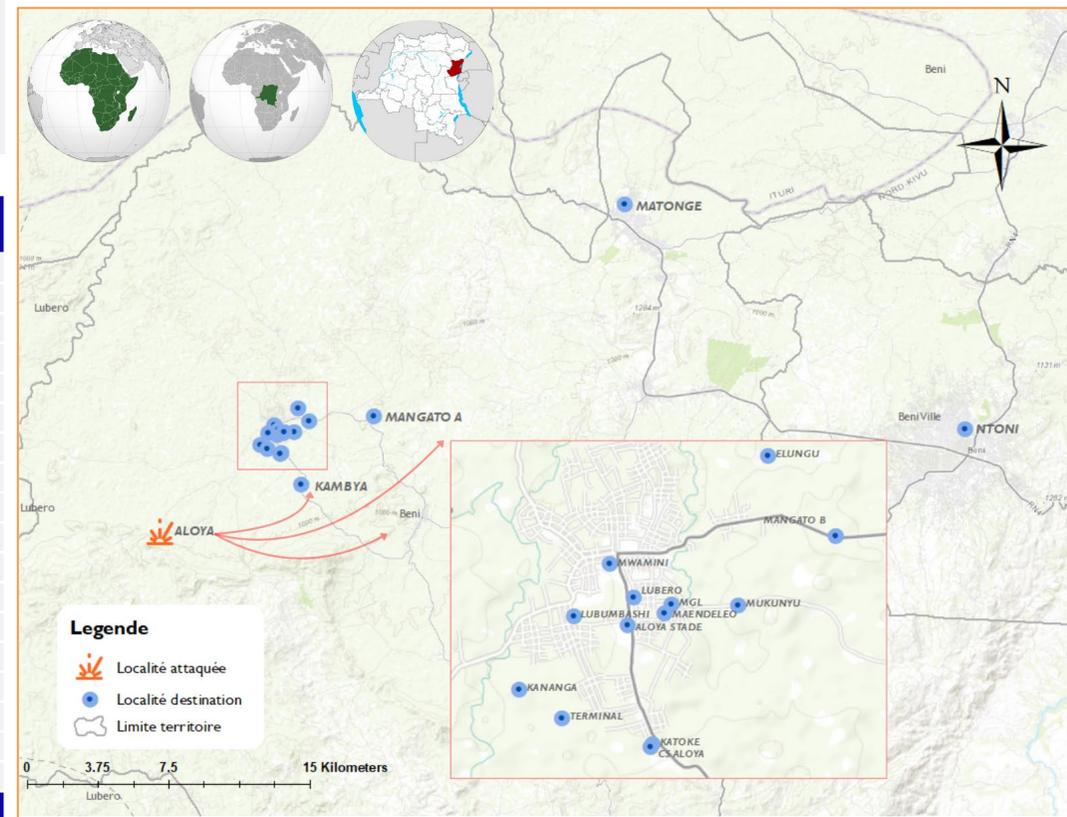


SANTÉ

5



WASH



OBSERVATION & ANALYSE

	<p>Les déplacements identifiés au cours de cette évaluation sont liés aux attaques des ADF et aux catastrophes naturelles. Un total de 954 ménages comprenant 5 305 individus a été reçus dans l'aire de santé d'Aloya (la majorité en familles d'accueils). 18 ménages de 108 individus sont déplacés à cause des catastrophes naturelles et 936 ménages de 5 197 individus sont déplacés à cause des attaques ADF.</p>
	<p>La majorité des ménages déplacés sont pris en charge par les communautés d'accueil. Les déplacés n'ont pas des moyens financiers pour se procurer des matériels pour la construction des abris dans les communautés d'accueils. Malgré une assistance limitée en matière d'abris fournie par les autorités locales, aucune aide humanitaire n'a été reçue.</p> <p>Cette situation a conduit à des conditions de vie surpeuplées et dangereuses pour la plupart des personnes déplacés. La détérioration de la sécurité dans la région pourrait provoquer de nouveaux déplacements et limiter l'accès à l'assistance pour ceux qui en ont besoin, ce qui exercerait une pression supplémentaire sur des ressources et des infrastructures déjà limitées.</p>
	<p>L'Agriculture de subsistance, petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.), travail journalier et exploitation minière artisanale sont les activités principales de subsistance pour les ménages dans la zone. Ces activités sont affectées par la détérioration de la situation sécuritaire qui augmente le nombre de déplacés et limite l'accès aux zones d'exploitation et de l'assistance aux nécessiteux dans la zone. La population déplacée est confrontée à l'insécurité alimentaire aigüe. Dans les villages de refuge qui avaient déjà fait face aux problèmes d'accès à la nourriture, la demande est élevée. Donc l'approvisionnement sur les denrées alimentaires est limité à cause de la fluctuation des prix. Compte tenu de la vulnérabilité des populations touchées par les crises, les besoins multisectoriels sont préoccupants dans la zone évaluée.</p>
	<p>Dans plusieurs des zones affectées, les activités scolaires ont été temporairement suspendues dans la plupart des cas en raison de la détérioration de la situation en matière de sécurité. Certains enfants en âge d'aller à l'école primaire (6 à 11 ans), dans les localités évaluées, ne sont pas inscrits aux écoles ou n'y vont pas régulièrement. Les enfants doivent travailler à la maison et en dehors de la maison. Les familles déplacées ont également indiqué qu'elles n'étaient pas en mesure de payer les frais de scolarité lorsque leurs enfants étaient disponibles.</p>

OBSERVATION & ANALYSE

	<p>Généralement, des structures sanitaires (centre, clinique, hôpital, etc.) ou de soins sont utilisées par la majorité des gens de la zone évaluée pour obtenir des soins. Néanmoins, les personnes déplacées font face aux énormes difficultés d'accès aux soins aux centres de santé non soutenus. Les déplacées et communautés hôtes rencontrent des difficultés de payer les frais des soins. Cela fait que le stock des médicaments ne sont pas suffisants pour la plupart des structures de la zone évaluée.</p> <p>Le paludisme, les diarrhées aigües, les infections respiratoires/gastro-intestinales et la malnutrition ont été fréquemment signalés chez les adultes de la zone évaluée depuis le début de la crise. En plus, les informateurs clés signalent les faibles présences d'acteurs humanitaires dans l'aire de santé d'Aloya à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire.</p>
	<p>La quantité de points d'eau sont devenus insuffisants suite à l'augmentation de la population dans les zones de refuge. Nombreux sont non fonctionnels et il y a un manque et/ou une insuffisance des dispositifs de lavage des mains dans les structures sanitaires, écoles, et ménages d'accueil.</p> <p>Peu de personnes disposent de savon pour le lavage des mains. Il y a une insuffisance des douches dans les structures sanitaires et familles d'accueil des déplacés. Les installations sanitaires (latrines/toilettes) ne sont pas propres/non hygiéniques et ne sont pas séparées entre hommes et femmes.</p>
	<p>Face à la crise qui persiste dans la région, les populations locales et les personnes déplacées sont exposées à des risques importants en matière de protection qui est aggravé par la situation vulnérable de nombreux déplacés. Les informateurs clés font état de problèmes de protection particuliers tels que les violences sexuelles et le mariage forcé/précoce. Les garçons sont souvent blessés/morts dus aux éboulements dans les sites miniers et travaux forcés.</p>

Les activités de suivi des urgences de la DTM en RDC sont soutenues par :

